



HAL
open science

Les Etats baltes face à la Russie sur fond de crise ukrainienne : la gestion d'une situation précaire

Emilija Pundziute Gallois

► **To cite this version:**

Emilija Pundziute Gallois. Les Etats baltes face à la Russie sur fond de crise ukrainienne : la gestion d'une situation précaire. 2015. hal-03392731

HAL Id: hal-03392731

<https://sciencespo.hal.science/hal-03392731v1>

Submitted on 21 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Les Etats baltes face à la Russie sur fond de crise ukrainienne : la gestion d'une situation précaire

Emilija Pundziūtė-Gallois, Sciences Po, Centre de recherches internationales (CERI), CNRS, Paris, France

03/02/2015

En ligne : <https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/les-etats-baltes-face-la-russie-sur-fond-de-crise-ukrainienne-la-gestion-d-une-situation-pre>

Les conversations entre amis dans les salons de Vilnius se terminent souvent par des discussions sur le chemin le plus sûr pour fuir le pays en cas de guerre. Les débats politiques, les articles de la presse des Pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) permettent de sentir à quel point l'appréhension d'une guerre dans ce contexte de crise ukrainienne est bien réelle.

La première alerte date de la guerre de 2008 en Géorgie, qui a rappelé qu'un conflit armé conventionnel avec la Russie ne pouvait être exclu. A l'époque, la mobilisation de la diplomatie balte en faveur d'une réponse ferme à la Russie a été atténuée par la volonté des pays européens et des Etats-Unis de maintenir le dialogue avec Moscou et par la proposition de l'OTAN de préparer des plans de défense de son « flanc est ».

La crise du printemps 2014 en Ukraine a exacerbé la peur dans les Etats baltes. Démocraties récentes et de petite taille, proches de la puissante Russie dont durant des siècles elles ont subi l'influence pour le meilleur et pour le pire, les Républiques baltes se sentent vulnérables ; leur politique étrangère reste marquée par la méfiance à l'égard de leur redoutable voisin.

Malgré les transformations de l'Europe centrale et orientale depuis la chute du mur de Berlin (élargissement euro-atlantique inducteur de nouvelles garanties de sécurité militaire et économique, récente entrée des trois pays dans la zone euro), la mémoire de l'occupation soviétique reste vive dans les Pays baltes. Le traumatisme de 1940, année où ils ont été envahis par les troupes soviétiques, est encore très fort. On comprend dès lors que soixante quatorze ans plus tard les événements de Crimée les inquiètent. On retrouve en effet dans l'annexion de la presqu'île ukrainienne par Moscou le scénario de l'invasion des trois Républiques en 1940 : le danger supposé peser sur les troupes sur un territoire donné justifie l'invasion dudit territoire, des élections organisées à la hâte permettent la mise en place de parlements fantômes qui demanderont alors le rattachement à l'URSS ou aujourd'hui à la Russie¹.

Etonnamment, comme l'observe le député lituanien Mantas Adomenas, les Baltes sont obsédés par l'image de l'entrée des tanks russes dans leurs villes et l'apparition de milliers d'« hommes verts » (terme par lequel on a qualifié les soldats sans insigne en Crimée), alors que Moscou utiliserait plutôt aujourd'hui l'arme de la déstabilisation, des pressions économiques, de l'exploitation des dépendances et vulnérabilités locales².

Force est de constater que l'histoire du XXe siècle empoisonne toujours les relations entre la Russie et les Pays baltes. La Russie ne reconnaît pas le fait de l'occupation des Etats baltes par l'URSS (Moscou affirme que les Baltes ont rejoint l'URSS de leur plein gré) et considère que ces derniers doivent à l'ancien empire soviétique leur développement industriel et même certains territoires (notamment les régions de Klaipeda et Vilnius), repris à l'Allemagne nazie et « rendus » à la Lituanie durant la guerre. Cette vision de l'histoire est soutenue par un récit que l'on trouve dans la presse ou dans les discours des élites politiques, militaires ou académiques russes qui présentent les Etats baltes comme des territoires historiquement russes³, récit donnant à penser à certains diplomates et hommes politiques baltes que Moscou n'a pas abandonné ses intentions impérialistes à leur égard. La manipulation des faits historiques par la Russie lors de l'annexion de la Crimée a contribué à renforcer ce sentiment d'inquiétude. Enfin, la récente réhabilitation du pacte Molotov-Ribbentrop par Vladimir Poutine devant les jeunes historiens à Moscou en novembre 2014 a conduit les Baltes à se demander si tous ces éléments ne préluèrent pas à une nouvelle attaque russe en Europe⁴.

Moscou n'a jamais cherché à estomper la « mauvaise réputation » de l'ex-URSS dans la région. La coopération des Pays baltes avec la Russie a été difficile sitôt l'indépendance acquise : le retrait de l'armée rouge a été lent et compliqué, Moscou freinant à plusieurs reprises le processus et conditionnant le retrait de ses troupes aux droits des russophones en Estonie et en Lettonie⁵. Au moment de l'indépendance en 1991, l'Estonie et la Lettonie comptaient respectivement 30% et 42% de russophones ; la Lituanie environ 10%. Le choix de la Russie de négocier en position de force a ensuite rendu difficile ou retardé la résolution de plusieurs conflits (l'accord sur la frontière entre l'Estonie et la Russie n'a été signé qu'en 2014 par Tallinn et Moscou). Cependant, même si l'on note des évolutions importantes sur de nombreux dossiers (situation des minorités russophones en Lettonie et Estonie, transit militaire et civil de Russie vers l'enclave de Kaliningrad), ceux-ci figurent toujours à l'agenda de Moscou qui ne se satisfait d'aucune solution.

Le Kremlin applique des sanctions économiques aux pays dont il ne goûte guère les décisions politiques (sanctions sur les produits lettons en 1998, sur les services estoniens en 2007, sur les produits lituaniens en 2009 et 2013) et exploite la dépendance énergétique des Baltes : Moscou a coupé ses approvisionnements en pétrole de la Lettonie (via l'oléoduc Druzhba) en 2003 et de la Lituanie en 2006.

La politique de la Russie à l'égard des Pays baltes montre que Moscou ne considère pas ces derniers comme des partenaires à part entière comme par exemple la France ou l'Espagne. Cette relation fortement asymétrique a été corroborée par la déclaration de 2013 de G. Onishchenko, chef de l'agence de la protection des consommateurs russes, qui soutenait que le commerce de son pays avec la Lituanie (en produits laitiers) se situant à un niveau inférieur à 1% relevait « de la simple erreur statistique » et ne méritait aucune attention⁶. Les diplomates baltes sont contraints par l'attitude arrogante de leur voisin : leurs intérêts sont rarement pris en compte, leurs initiatives sont ignorées et l'accès aux politiques russes leur est très difficile⁷.

Lorsque à compter de 1990, les pays d'Europe occidentale ont voulu donner une chance à la Russie d'être traitée en partenaire égal et accueillie dans les clubs démocratiques (Conseil de l'Europe, Partenariat euro-atlantique de l'OTAN ou Conseil OTAN-Russie, G7), les Baltes sont restés méfiants et sceptiques sur l'aptitude de leur puissant voisin au changement et ont alors préconisé de poursuivre la politique de *containment*[fn]Philippe Perchoc parle d'un système européen « de Versailles », où les vainqueurs (de la guerre froide dans ce cas) excluent et punissent le vaincu. PERCHOC, Philippe, *Les Etats baltes et le système européen 1985-2004 : être Européens et le devenir*, Bruxelles, Peter Lang, 2014. Leur position critique à l'égard de Moscou, même atténuée par la nécessité de se conformer à la volonté européenne d'une coopération constructive, a perduré après l'intégration euro-atlantique des trois Républiques, et leur a valu d'être qualifiées de *one issue states*. La diplomatie balte se sentait investie de la mission d'ouvrir les yeux des Occidentaux sur les transgressions de la Russie (dans le domaine des droits de l'homme, de l'économie ou des affaires militaires) afin de leur prouver qu'il était impossible de faire confiance à cette dernière. Les événements de l'hiver 2013-2014 en Ukraine ont renforcé la méfiance des Baltes et signé la fin des illusions des dirigeants européens sur la nature de leur coopération avec Vladimir Poutine.

Moscou quant à lui, ne fait rien, bien au contraire, pour améliorer son image ou pour atténuer les craintes. En mars 2014, alors que les troupes russes sont amassées à la frontière russo-ukrainienne, l'armée russe réalise des exercices militaires à Kaliningrad, tout près de la Lituanie. L'activité militaire de Moscou en mer Baltique et dans l'espace aérien des trois Républiques s'est fortement accrue et certains exercices se sont déroulés sans préavis (le dernier au début du mois de décembre 2014). Les experts comptabilisent cent cinquante incidents aériens près de la frontière russo-lettonne et 68 près de la frontière russo-lituanienne entre janvier et septembre 2014⁸.

Malgré la garantie donnée par l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord, les doutes et les craintes persistent dans les trois Républiques. « L'adhésion des Etats baltes n'améliorera ni la sécurité des Etats baltes ni celle de l'Alliance » avait déclaré Vladimir Poutine en 2001 lorsqu'il a donné son accord implicite à l'adhésion de l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie à l'OTAN⁹. Tallinn, Riga et Vilnius semblent toujours hantées par cette expression.

Des raisons objectives contribuent également à la persistance du sentiment de peur : les trois petits pays sont difficiles à défendre malgré les plans adoptés par l'OTAN après 2008. En effet, la Russie pourrait envahir les Etats baltes avant que l'OTAN ait eu le temps d'envoyer des forces pour l'en empêcher. Les scénarios de conquête simultanée des trois pays ou de l'établissement d'un couloir allant de la Russie jusqu'à Kaliningrad à travers la Lituanie sont débattus dans la presse balte¹⁰.

Les trois Républiques sont mal préparées à une telle attaque. L'organisation de leurs forces armées a été conçue dans le cadre des garanties fournies par l'OTAN. Elle est désormais fondée sur une armée professionnelle (sauf en Estonie qui a conservé la conscription), entraînée pour effectuer des missions expéditionnaires dans le cadre de l'Alliance atlantique. Les budgets militaires de la Lituanie (0,89% du PIB) et de la Lettonie (0,91%) sont parmi les plus faibles des vingt-huit Etats que compte l'OTAN. L'Estonie fait là encore figure d'exception, non seulement parmi les Etats baltes mais parmi de nombreux membres de l'OTAN, puisqu'elle dépense 2% de son PIB pour sa défense.

Les événements d'Ukraine ont provoqué un sentiment de quasi panique parmi la population balte. Des citoyens se sont mobilisés pour rejoindre des forces militaires volontaires ou des associations paramilitaires : l'Union des tireurs (Šauliai) et Volontaires en Lituanie, la Ligue de défense estonienne (Kaitseliit) en Estonie ont enregistré des milliers de nouvelles recrues depuis mars 2014. De nouveaux programmes d'éducation à la résistance civile ont été mis en place; le ministère de la Défense lituanien a, par exemple, publié un manuel intitulé *Comment se comporter dans les situations d'urgence et des situations de guerre ?*

Les diplomates et les hommes politiques ont fait leur part du travail, notamment en négociant auprès de l'OTAN des moyens d'intervention plus importants. Lors du sommet qui a réuni les membres de l'organisation du traité de l'Atlantique Nord au Pays de Galles en septembre 2014, les alliés se sont mis d'accord pour mettre en place une force de réaction ultra rapide qui pourrait atteindre les Républiques baltes en quelques jours. Des forces armées alliées ont été déployées au sol en Lituanie, Lettonie, Estonie et Pologne pour des exercices militaires. Ces déploiements de forces permettent la présence continue de troupes alliées dans les Etats baltes. Celles-ci fonctionnent selon un principe de rotation : des membres de l'OTAN envoient un contingent pour un temps donné qui sont ensuite remplacés par d'autres, de sorte que le stationnement des contingents est quasi permanent. La flotte de la police de l'air basée à Šiaulai (Lituanie) a également été accrue par l'arrivée de nouveaux avions militaires alliés : elle est passée de quatre avions à seize. Enfin, la visite du président américain Barack Obama en Estonie au début du mois de septembre dernier juste avant le sommet de l'OTAN a constitué un symbole fort de la solidarité des Etats-Unis à l'égard des Baltes.

Les parlements lituanien, letton et estonien ont décidé d'augmenter leur budget de défense et réalisé plusieurs acquisitions militaires : Tallinn a dépensé environ 180 millions d'euros pour des véhicules de combat et des systèmes de missiles ; Riga et Vilnius ont passé commande d'armements pour une valeur d'environ 50 millions d'euros chacune¹¹.

Fervents partisans des sanctions à l'égard de la Russie, les dirigeants baltes ont également poussé l'Union européenne à réagir fermement aux événements ukrainiens. Le fait qu'ils soient les plus exposés à souffrir des conséquences des sanctions du fait de leur dépendance énergétique et commerciale à l'égard de Moscou n'a pas empêché les Baltes de maintenir leur position, convaincus qu'ils sont que l'absence de réponse ferme consisterait à délivrer un blanc seing à la Russie dans la poursuite de sa politique d'expansion territoriale. « Mieux vaut se tirer une balle dans le pied qu'en recevoir une dans la tête » a déclaré le ministre des Affaires étrangères de Lituanie¹² !

Dans le même temps, les Baltes tentent de réduire leur dépendance à l'égard de Moscou. Ainsi, le terminal de traitement du gaz liquéfié, qui porte le nom symbolique d'Indépendance, est entré en activité dans le port lituanien de Klaipėda en janvier 2015. Une autre installation de ce type est planifiée en Estonie. Les trois Républiques baltes travaillent avec la Pologne à un projet de centrale nucléaire en Lituanie et sur l'intégration de la région dans le réseau électrique européen. Ces projets sont très onéreux mais ils permettront à Tallinn, Riga et Vilnius de diminuer leur dépendance à la Russie et réduiront les leviers de pression de Moscou sur la région.

Dans d'autres domaines en revanche, le travail est loin d'être achevé. Ainsi, de nombreux russophones ne bénéficient toujours pas de la citoyenneté, notamment en Estonie et en Lettonie. Beaucoup craignent que Moscou n'utilise la présence de ces minorités pour justifier l'occupation et l'annexion d'une partie des Etats baltes comme il l'a fait en Crimée. Depuis plus d'une décennie, Tallinn et Riga travaillent à l'intégration des russophones même si des efforts restent à faire dans ce domaine. Toutes les enquêtes montrent que les russophones ne souhaitent nullement être rattachés à la Russie voisine¹³, ce qui n'empêche pas cette dernière d'avoir récemment intensifié son travail d'emprise sur ces populations à travers des institutions comme Ruskii Mir (créé en 2007) et Rossotrudnichestvo (créé en 2008), auxquelles elle accorde des financements plus importants. Les minorités russophones sont exposées aux médias de Moscou qui travaillent sous le contrôle du

Kremlin. La faiblesse de l'offre d'une information de qualité, préparée localement en langue russe, constitue aujourd'hui un handicap important.

Cette influence de Moscou, qui outrepassse les caractéristiques du soft power, a été baptisée « guerre de l'information ». Selon le Département des informations stratégiques des forces armées de Lituanie, les médias russes s'attaquent à plusieurs cibles : les forces armées des Etats baltes, l'Alliance atlantique (qu'ils cherchent à décrédibiliser pour générer l'inquiétude au sein de la population), l'histoire des Pays baltes (pour affirmer que ces derniers constituent une partie historique de la Russie). Ils présentent les Baltes comme les instigateurs des émeutes de Kiev ou plus largement comme des oppresseurs des russophones qui vivent sur leur territoire¹⁴. Nous sommes ici dans une opération de désinformation, dite info-ops, classique de ce qui se passe lors des conflits armés.

Les moyens de contrer ce type de menace sont assez limités dans une démocratie où la liberté d'expression est protégée. Néanmoins, les Pays baltes tentent d'y faire face en pénalisant les chaînes de télévision qui incitent à la haine et développent une propagande de guerre et en interdisant l'entrée de leur territoire à des personnalités qu'elles jugent dangereuses pour leur sécurité. Ainsi, l'ancien député européen Giulietto Chiesa¹⁵ a été expulsé d'Estonie en décembre dernier après avoir évoqué les « mystifications » qui auraient débouché sur les rassemblements d'Euromaïdan et permis aux Américains de renverser le président Viktor Ianoukovitch pour le remplacer par un gouvernement proaméricain. Les chanteurs russes Oleg Gazmanov, Joseph Kobzon et Alla Perfilova, populaires en Lettonie, ont été placés sur la liste noire par Riga pour avoir ouvertement soutenu l'annexion de la Crimée par Moscou. Riga, qui assume la présidence de l'Union européenne depuis le 1er janvier 2015, a proposé de lancer une chaîne de télévision européenne en langue russe. D'autres projets ont vu le jour, comme Nastoyashchee Vremya (Temps réel), émission diffusée en langue russe, préparée par Radio Free Europe/Radio Liberty et Voice of America. Néanmoins, la lutte contre la désinformation reste difficile.

Face au géant économique, énergétique et militaire russe, les Pays baltes sont dans une situation précaire. Dans ce contexte, la présidence par Riga de l'Union européenne peut être un vecteur d'espoir. Les politiques lettons veulent se débarrasser de l'étiquette « anti-Russes » qu'on leur colle et ont déjà commencé à travailler à atténuer les tensions existant entre Bruxelles et Moscou. Riga a aujourd'hui l'opportunité de faire preuve de ses capacités diplomatiques et Moscou celle de saisir l'occasion qui lui est offerte d'apaiser les tensions actuelles.

1. KASEKAMP, Andres, *A History of the Baltic States*. Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2010.
2. Entretien de l'auteur avec M. Adomenas, décembre 2014.
3. Natalia Narochitskaya, une sociologue russe, citée dans MOROZOV, Viatcheslav, *The Baltic States in Russian Foreign Policy Discourse: Can Russia Become a Baltic Country ?* in LEHTI, Marko, SMITH, David J., *Post-Cold War Identity Politics. Northern and Baltic Experiences*. London, Frank Cass, 2003, p. 235.
4. LINKEVICIUS, Linas, Putin has defended the Nazi-Soviet pact. Time for the West to wake up, *The Guardian*, 7 novembre 2014.
5. SIMONSEN, Sven Gunnar, Compatriot games: Explaining the 'diaspora linkage' in Russia's military withdrawal from the Baltic states. *Europe-Asia Studies*, Vol. 53, n° 5, juillet 2001, pp. 771-791.
6. Remarque faite lors de l'interdiction de l'importation des produits laitiers lituaniens en Russie, VEDOMOSTI. *Litva ne potverzhdaet zapret eksporta molochnoi produktsii v Rosiyu*. [La Lituanie ne soutient pas l'interdiction de l'exportation des produits laitiers vers la Russie], 8 octobre 2013.
7. PUNDZIUTE-GALLOIS, Emilija, *Diplomatie de l'arrogance. Le cas de la Russie dans les pays baltes (2004-2014)*, Mémoire de Master Science politique, Relations internationales, Paris, Sciences Po, 2014.
8. EUROPEAN LEADERSHIP NETWORK, *Dangerous Brinkmanship : Close Military Encounters Between Russia and the West in 2014*, 10 novembre 2014.
9. V. Poutine, cité par PERCHOC Philippe, *Les Etats baltes et le système européen*, op. cit, p. 257.
10. LAURINAVIČIUS, Marius, *Kodėl Rusijos grėsmė Baltijos šalims yra labai reali? [Pourquoi la menace russe est très sérieuse pour les Pays baltes ?]*, www.delfi.lt, 19 novembre 2014.
11. Baltic states spend big on defence as Russia buzzes borders, *The Telegraph*, 13 décembre 2014.
12. DELFI. L. *Linkevičius: geriau šauti sau į koją, negu leisti, kad šautų mums į galvą* [L. Linkevičius: mieux vaut se tirer une balle dans le pied qu'en recevoir une dans la tête], 15 août 2014.
13. GLOBE, Paul, *Ethnic Russians in Baltic Countries 'Love Russia But Don't Consider It Their Home,' New Study Finds*. www.upnorth.eu, 24 décembre 2014.
14. Exposé sur la guerre d'information, préparé par le Département de la communication stratégique des forces armées de la Lituanie.
15. L'italien Giulietto Chiesa a été candidat en Lettonie sur la liste russophone Pour les droits de l'homme dans une Lettonie unie pour les élections européennes de 2009. Il n'a pas été élu.